



4000 manifestants à Pau, 4000 à Bayonne, c'est bien parti !

Alors, pour les droits sociaux, les salaires et les services publics,

on se retrouve tous le 21 septembre !

La CGT, la FSU et Solidaires appellent tous les salariés à faire grève et à manifester le 21 septembre à :

- **11h30 Hendaye, Zone Industrielle des Joncaux**
- **10h30 Pau, Place de Verdun**

Les très fortes mobilisations de cette journée d'action du 12 septembre contre les ordonnances du gouvernement Macron sur la réforme du code du travail s'inscrivent dans la continuité de la loi « El Khomri », que nous avons combattue tout au long de l'année 2016. Elles en appellent d'autres, encore plus puissantes !

Parce que cette nouvelle réforme, qui va concerner **TOUS LES SALARIES**, accentuera la casse du Code du travail en imposant la suprématie des accords d'entreprises sur les salaires, le temps de travail, etc... Elle va entraîner de fait un droit du travail différent selon l'entreprise dans laquelle travaille le salarié.

Ces ordonnances n'auront qu'un seul effet : l'amplification du « dumping social » tout en aggravant l'insécurité sociale !

Mais l'action gouvernementale ne s'arrête pas à une « réforme XXL » du code du travail.

En effet, Emmanuel MACRON a également annoncé cet été 13 milliards d'euros d'économies d'ici 5 ans pour les Collectivités et les Services publics de proximité. Des économies toujours sur le dos des bénéficiaires d'allocations logement, plus de 6 millions de ménages concernés dont près de 800 000 étudiants, avec l'annonce prévue d'une baisse de 5 euros du montant des APL !

Mais pour les plus fortunés, la baisse de l'ISF !!

Il a aussi annoncé la fin des « Contrats Aidés », faisant fi de l'extrême précarité de ces salariés, tout en créant les conditions d'une externalisation dans le privé de missions de service public.

Pour les fonctionnaires et les retraité-es, le coup de rabot et la stigmatisation comme seule politique. Pour les agents de la Fonction publique, la période est particulièrement brutale :

- Gel du point d'indice alors que l'inflation repart,
- prévision de 120000 suppressions d'emplois (dont 70000 dans la seule Fonction Publique Territoriale),
- rétablissement de la journée de carence, ce qui revient, en fait, à taxer les malades
- augmentation de la CSG sans garantie d'amélioration du pouvoir d'achat,
- menace d'une possible remise en cause du calendrier des mesures de refonte des carrières et des grilles de rémunération,
- baisse des dotations aux collectivités locales.

Pour 10 millions de retraité-es c'est une amputation sèche du pouvoir d'achat qui est programmée avec la hausse de la CSG sans aucune compensation.

Le 21 septembre, toujours plus mobilisés, encore plus nombreux dans la rue :

- Pour d'autres choix économiques et sociaux qui s'attaquent aux vraies causes du chômage.
- Pour un droit du travail moderne et protecteur pour les salariés.
- Pour le développement de services publics de qualité.
- Pour une amélioration des conditions de travail et de rémunération de l'ensemble des salariés, publics et privés.